

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13331 Marseille

Marseille, le 1^{er} septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Lyondell Basell Services France SAS

Dépôt du Port de la Pointe
13130 Berre-l'Étang

Référence UD13 : D-2025-0486
Référence SPR : SPR/2025/0608
Code AIOT : 0006400988

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement Lyondell Basell Services France SAS implanté Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 4 juillet 2025 a été menée en réaction à un incident survenu sur le site du Port de la Pointe.

Le 27 juin 2025, lors d'une ronde, des opérateurs constatent la présence d'irisations à la surface de l'étang sur environ 3 m², à proximité d'un quai avec des tuyauteries.

L'industriel a de suite mis en place des dispositifs afin d'absorber (buvards et boudins oléophiles) et de limiter l'extension des hydrocarbures (barrage flottant).

Il a informé l'administration et a recherché les origines possibles de cette pollution.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Lyondell Basell Services France SAS
- Dépôt du Port de la Pointe 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006400988
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Pôle Pétrochimique de Berre (PPB) est constitué :

- d'unités pétrochimiques : l'exploitant Basell Polyoléfine (BPO) exploite notamment le vapocraqueur, l'unité de fabrication de polyéthylène, l'unité de production du polypropylène, l'unité d'extraction du butadiène, la Compagnie Pétrochimique de Berre (CPB) exploite les unités de fabrication de caoutchoucs thermoplastiques (appartenant à Kraton), de PVC (appartenant à Kem One) et d'additifs (appartenant à Infineum),

- d'un parc regroupant des bacs de stockage (Parc Nord).

Le pôle accueille également des installations d'utilités soumises à autorisation (chaudières, énergie, traitement des eaux, services supports, tuyauteries reliant le dépôt du Port de la Pointe au pôle pétrochimique) opérées par la société LyondellBasell Services France (LBSF).

Au niveau du Port de la Pointe, LBSF reçoit, stocke et expédie des gaz inflammables liquéfiés et des liquides inflammables. Le site comprend notamment les installations suivantes :

- un parc de stockage de gaz (propylène, butadiène, coupes C4, butane, propane),
- un parc de stockage de liquides inflammables / combustibles,
- trois appontements pour navires.

La réception et l'expédition de produits se fait aussi via des pipelines.

L'ancienne raffinerie de pétrole exploitée par CPB et dont la déclaration de cessation d'activité a officiellement été déposée le 7 novembre 2014, a été démantelée.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Déclaration d'incident | Code de l'environnement, article R. 512-69 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 2 | Rapport d'incident | Code de l'environnement, article R. 512-69 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 3 | Liste des équipements à l'arrêt | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 4 | Mise en sécurité des équipements à l'arrêt | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 | Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 5 | Collecte des effluents – absence de liaison avec le milieu | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Conception et maintenance du réseau de collecte des effluents | Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------|--|-------------------|
| 7 | Consommables pour gérer une pollution | Arrêté Préfectoral du 02/03/2000, article 18 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En recherchant l'origine des irisations détectées le 27 juin 2025, l'exploitant a découvert une ancienne tuyauterie et le caniveau associé, qui étaient jusqu'alors recouverts par des dalles. Le caniveau est rempli de matériaux et d'hydrocarbures très visqueux (type bitume).

La visite d'inspection du 4 juillet 2025 avait pour objectif de constater la situation et de faire le point avec l'exploitant sur les actions qu'il envisageait pour remédier à la situation. Aussi deux sujets sont traités dans ce rapport, sans lien confirmé de cause à effet à ce stade : d'une part les irisations constatées en bordure de quai, et d'autre part, la présence d'une ancienne tuyauterie et du caniveau associé remplis d'hydrocarbures.

Pour les irisations, l'exploitant a mis en place une surveillance visuelle renforcée et maintient des dispositifs oléophiles en place afin d'absorber et prévenir toute nouvelle irisation à la surface de l'étang.

Pour l'ancienne canalisation et le caniveau associé, un arrêté de mise en demeure est proposé à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône. Il prévoit notamment le nettoyage des zones souillées.

De façon plus large, il est attendu de l'exploitant qu'il procède à un recensement des tuyauteries mises à l'arrêt, et en particulier celles pour lesquelles du produit serait toujours présent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-69 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incidents / accidents |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. [...] |
| Constats : Les irisations ont été identifiées en début d'après-midi, le vendredi 27 juin 2025. L'exploitant a contacté l'inspection des installations classées par téléphone environ 2 heures après. Par la suite, un courrier électronique a été émis à destination de l'inspection des installations classées, afin de transmettre les informations principales. Ce courrier électronique annonçait aussi la transmission à venir d'une fiche gravité / perception (dite « fiche G/P »), qui est le support prévu de déclaration aux autorités des incidents / accidents en région Provence-alpes-Côte d'Azur. L'exploitant a rencontré des difficultés lors de la transmission de la fiche G/P : elle a été retransmise à l'inspection le lundi 30 juin. Dans la mesure où l'exploitant a informé l'inspection des installations classées par téléphone puis par courrier électronique, l'obligation de déclaration de tout incident / accident a bien été respectée. Toutefois, l'inspection relève que certains contacts (numéros de téléphone et adresses mail) présents sur la fiche G/P doivent être actualisés. L'exploitant a aussi signalé un bug du modèle de fiche G/P qu'il utilise. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai d'un mois, l'exploitant met à jour le modèle de fiche G/P qu'il utilise. De façon plus générale, il s'assure de façon régulière de la validité des contacts enregistrés (numéros de téléphone et adresses mails) en cas d'incident / accident. Il vérifie, dans les mêmes délais, si la liste des contacts figurant dans la fiche G/P correspond à la liste de diffusion par mail des fiches G/P et met à jour cette liste le cas échéant. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Rapport d'incident

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2025, article R. 512-69 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Incidents / accidents |
| Prescription contrôlée : [...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. |
| Constats : Suite à la déclaration d'incident par l'exploitant, l'inspection de l'environnement chargée des installations classées a demandé la remise d'un rapport d'incident. L'exploitant a transmis par courrier électronique une première version d'un rapport d'incident le 15 juillet 2025. <u>Circonstances et causes</u> Lors de la visite d'inspection l'exploitant a présenté les résultats de ses premières investigations. Concernant les irisations, l'exploitant n'avait pas encore identifié l'origine avec certitude. Lors de la visite des installations, l'inspection a pu constater la présence de matières noires et sèches à la surface de petits rochers, au pied du quai : l'exploitant émet l'hypothèse que les irisations viendraient de cette couche superficielle, les hydrocarbures se répandant plus facilement à la surface de l'eau sous l'effet de la chaleur. L'origine de cette couche d'hydrocarbures reste toutefois à ce stade incertaine. L'exploitant a cependant indiqué qu'ils n'avaient pas identifié de causes immédiates : aucune fuite récente sur les tuyauteries ni sur les activités ne pourrait expliquer ces irisations. Le caniveau rempli d'hydrocarbures se trouve au niveau du quai le long duquel les rochers sont couverts d'une couche noire. Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que le béton extérieur était progressivement attaqué par l'étang, sans pour autant que des fissures soient clairement visibles. L'exploitant a indiqué qu'il allait solliciter un spécialiste en matière de bétons et génie civil. Concernant la présence d'hydrocarbures dans le caniveau, il est probable qu'elle soit due au maintien de produit dans des équipements qui ont été mis à l'arrêt. L'exploitant a en effet indiqué qu'un appontement avait été démantelé plus d'une vingtaine d'années auparavant. La tuyauterie et le caniveau souillés desservait probablement cet appontement. L'exploitant n'a pas été en mesure de retrouver l'historique de cet appontement. Il a présenté une photographie aérienne de 1955 sur laquelle l'appontement est clairement présent. <u>Substances dangereuses en cause</u> Pour les irisations, l'exploitant a prélevé un échantillon d'eau au niveau de ces irisations dès leur découverte et fait analyser l'échantillon pour connaître la teneur en hydrocarbures et BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylène). Les BTEX sont présents à des concentrations inférieures à la limite de quantification. Les hydrocarbures totaux ont quant à eux été mesurés à |

350 µg/l. A titre de comparaison, et en l'absence de normes de qualité environnementale sur ce paramètre, la valeur limite dans les rejets de dépôts de stockage de liquides inflammables est de 10 mg/l (cf. article 54-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010), et la valeur de référence usuelle dans les eaux souterraines est de 1 mg/l. La valeur mesurée reste donc inférieure à ces deux seuils. En matière de quantité, s'agissant seulement d'irisations, l'exploitant considère que lors de la découverte, les quantités répandues à l'étang étaient « très faibles, difficilement quantifiables et nettement inférieures à 1 litre. »

Pour les hydrocarbures présents dans le caniveau, l'exploitant les a fait analyser au niveau du laboratoire de la plateforme pétrochimique, qui a indiqué ne pas disposer de matériel adapté pour ce type d'hydrocarbures très lourd et visqueux. Les premières analyses ainsi menées ont confirmé la présence de composés lourds, de type bitume. Dans son rapport d'incident, l'exploitant indique que « l'échantillon sera envoyé vers un laboratoire extérieur pour caractérisation plus précise. » L'exploitant a aussi souligné l'absence d'odeurs et d'émission de COV (d'après les détecteurs portatifs).

Mesures d'urgence prises

Pour les irisations, l'exploitant a mis en place des dispositifs oléophiles pour absorber les traces d'irisations, et un barrage flottant pour contenir l'extension. Plusieurs tournées quotidiennes sont réalisées par les opérateurs : l'exploitant a présenté la consigne spécifique de la journée du 3 juillet, qui prévoit bien une attention particulière à la fuite et « effectuer des tournées régulières », c'est-à-dire 2 fois par quart au moins selon l'exploitant.

Pour le caniveau, l'exploitant voulait d'abord connaître la nature du produit et s'assurer de l'absence d'amiante dans les dalles qui recouvrent le caniveau (celles-ci doivent être cassées afin d'atteindre le contenu du caniveau) préalablement à toute intervention.

Mesures prises ou envisagées pour éviter tout nouvel incident similaire

Dans le rapport d'incident transmis, l'exploitant a indiqué : « Une tournée exhaustive avec contrôle visuel des caniveaux/dalles sera réalisée pour vérifier l'absence de cas similaire ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet une version actualisée du rapport d'incident.

L'exploitant recherche toute information historique susceptible d'apporter des éclairages concernant l'exploitation de l'ancien appontement (nature du produit, date de démantèlement, raccordement à d'autres équipements...) et plus spécifiquement de la ligne associée au caniveau rempli d'hydrocarbures : ces informations sont incluses dans le rapport d'incident.

L'exploitant intègre aussi les résultats d'analyse de l'hydrocarbure du caniveau à la version mise à jour du rapport d'incident. Il veille aussi à définir un plan d'action en vue de retirer au plus vite le produit contenu dans le caniveau.

Le rapport comprend aussi les résultats de la tournée de vérification de la présence d'autres configurations similaires (cf. point de contrôle n°3).

Les dispositifs absorbants et la surveillance renforcée sont maintenus tant que les sources de pollution n'auront pas été identifiées et retirées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Liste des équipements à l'arrêt

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Équipements à l'arrêt |
| Prescription contrôlée : L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité). |
| Constats : La détection des irisations a permis de découvrir la présence d'une tuyauterie ancienne et du caniveau associé, non référencés, et contenant manifestement des hydrocarbures. Au-delà de cette tuyauterie dont l'exploitant avait perdu la connaissance, l'inspection de l'environnement chargée des installations classées s'interroge sur la présence potentielle de "bras morts" parmi les tuyauteries présentes au Port de la Pointe. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste des tuyauteries à l'arrêt. Dans le rapport d'incident transmis le 15 juillet 2025, il est indiqué qu'"une tournée exhaustive avec contrôle visuel des caniveaux/dalles sera réalisée pour vérifier l'absence de cas similaire" (cf. point de contrôle n°2). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est proposé à M. le préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 64 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en établissant un état des lieux, sous un délai de 2 mois, en listant les tuyauteries en phase d'arrêt, et en précisant si ces mêmes tuyauteries ont été préalablement nettoyées et inertées, ou si elles sont encore en produit (et le cas échéant, la nature du produit). Il précise aussi si ces tuyauteries se trouvent sur rétention. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Mise en sécurité des équipements à l'arrêt

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Équipements à l'arrêt |
| Prescription contrôlée : En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement. Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au |

| |
|---|
| <p>maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>[...]</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Manifestement, lors de la mise hors exploitation de l'ancienne ligne découverte lors des investigations sur la présence des irisations, il n'y avait pas eu de mise en sécurité préalable des installations.</p> <p>L'exploitant a indiqué que désormais, toute mise hors exploitation d'une tuyauterie était précédée par des opérations de vidange, nettoyage et inertage. Aussi, pour les tuyauteries mises hors exploitation "récemment", l'exploitant confirme leur mise en sécurité.</p> <p>Toutefois, pour les mises hors exploitation plus anciennes de tuyauteries, il a confirmé ne pas avoir la garantie qu'une mise en sécurité ait été réalisée (pour cette raison, certaines pourraient se trouver toujours en produit).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet la procédure encadrant les mises à disposition de tuyauterie, qui prévoit les opérations de vidange, nettoyage et inertage au préalable.</p> <p>De plus, il est proposé à M. le préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 64 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en proposant un échéancier permettant de mettre en sécurité toutes les tuyauteries identifiées dans le cadre du recensement (cf. point de contrôle n°3) sous un délai de 2 ans. L'échéancier serait à remettre sous un délai de 3 mois, et la réalisation des travaux serait à achever sous un délai de 2 ans. Dans l'attente de la mise en sécurité des tuyauteries encore en produit, il met en place des barrières de sécurité, afin de prévenir tout accident ou incident lié à ces tuyauteries.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 5 : Collecte des effluents – absence de liaison avec le milieu

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau – Réseaux de collecte</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents liquides susceptibles d'être pollués sont canalisés.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits.</p> <p>Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>[...]</p> |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Des traces d'hydrocarbures ont rejoint l'Étang de Berre (faibles quantités a priori), sans subir de traitement préalable. Elles proviennent d'hydrocarbures solidifiés présents sur un linéaire de 2-3 mètres le long du caniveau, sur les rochers qui le bordent. Ces hydrocarbures solidifiés constituent une source de pollution, qui est temporairement maîtrisée au moyen des dispositifs absorbants et du barrage flottant (cf. point de contrôle n°2, mesures d'urgence).</p> <p>De plus, il est possible qu'une liaison directe entre le milieu récepteur (c'est-à-dire l'étang de Berre) et le réseau (caniveau) ait été établie (toutefois, l'exploitant n'avait pas encore localisé de point de fuite). Lors de la visite des installations, l'inspection a pu constater que le béton de l'extérieur du caniveau, probablement âgé, se dégradait en raison manifestement des agressions mécaniques (houle) et chimiques (salinité) de l'étang de Berre. L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait de solliciter des spécialistes du vieillissement du béton, afin d'identifier les mesures les plus adaptées à la situation (moyens de colmater l'éventuelle fuite de façon pérenne par exemple).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant procède au retrait des hydrocarbures solidifiés présents sur les rochers.</p> <p>Dans les mêmes délais, il actualise aussi le rapport d'incident (cf. point de contrôle n°2) avec les résultats des recherches menées sur l'état du béton du caniveau. Si ces recherches démontrent une fissuration (ou toute possibilité de perte de confinement du contenu du caniveau vers le milieu naturel), l'exploitant fait le nécessaire afin de garantir l'étanchéité du caniveau et d'éviter toute perte de confinement.</p> <p>Les justificatifs de ces opérations (retrait des hydrocarbures solidifiés et colmatage du caniveau) sont joints au rapport d'incident actualisé (cf. point de contrôle n°2).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 6 : Conception et maintenance du réseau de collecte des effluents

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau – Réseaux de collecte</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les effluents liquides ne dégradent pas les réseaux de collecte.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le risque de propagation de flammes.</p> |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Le caniveau associé à la tuyauterie qui se trouve sous les dalles n'a manifestement pas été conçu de façon à être curable.</p> <p>Du fait de la viscosité des hydrocarbures présents (type bitume), il n'était pas possible, à la date de l'inspection, de connaître l'état de ce caniveau, en particulier s'il a été en capacité de résister aux actions physico-chimiques des produits contenus et si l'étanchéité a pu être maintenue.</p> <p>L'exploitant n'ayant pas connaissance de la tuyauterie et du caniveau associé, il ne s'est pas assuré de leur état depuis au moins 20 ans.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au vu des non-conformités relevées, il est proposé à M. le préfet des Bouches-du-Rhône de mettre en demeure l'exploitant de curer le contenu du caniveau, sous un délai de 3 mois.</p> <p>Les matériaux issus du curage seront à éliminer vers des filières adaptées (cf. articles 56 à 61 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 7 : Consommables pour gérer une pollution

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2000, article 18</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau – Protection en cas de pollution</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisées de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Dès la découverte des irisations, l'exploitant a déployé un barrage flottant autour de la zone et mis en place des buvards et boudins oléophiles afin de capter les traces d'hydrocarbures présentes à la surface de l'eau.</p> <p>Le barrage flottant est habituellement entreposé à quelques mètres de la zone concernée : le service intervention du site a rapidement pu mettre en place le dispositif.</p> <p>Les matières absorbantes (buvards et boudins) étaient stockées au Port de la Pointe et ont pu être mises en place par les opérateurs dans des délais courts.</p> <p>L'exploitant a confirmé disposer d'autres dispositifs absorbants dans ses stocks, et a indiqué que le service intervention détenait en plus d'autres réserves si besoin.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |